



Conseil de sécurité

Distr. générale
11 janvier 2019
Français
Original : anglais

Opération des Nations Unies à Chypre

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport sur la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), soumis en application de la résolution 186 (1964) et des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité, la plus récente étant la résolution [2430 \(2018\)](#), décrit l'évolution de la situation entre le 21 juin et le 18 décembre 2018 et rend compte des activités menées par la Force depuis la publication de mon rapport daté du 6 juillet 2018 ([S/2018/676](#)).

2. Au 18 décembre 2018, la composante militaire comptait 802 soldats (755 hommes et 47 femmes), tous grades confondus, et la composante Police 67 membres (43 hommes et 24 femmes) (voir annexe).

II. Principaux faits nouveaux

3. Dans mon rapport publié le 15 octobre 2018 ([S/2018/919](#)), présenté conformément à la résolution [2430 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, j'ai rendu compte de mes bons offices et des consultations menées en mon nom par Jane Holl Lute, haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies. J'y ai fait observer que l'on pouvait continuer à espérer que les communautés de l'île parviendraient à un règlement global, et j'ai informé le Conseil de sécurité que je chargerai M^{me} Lute de poursuivre les discussions avec les parties afin que celles-ci se mettent d'accord sur un certain nombre de règles à respecter qui constitueraient un point de départ consensuel pour parvenir à un règlement dans un avenir prévisible. Pour ce faire, M^{me} Lute a continué de mener des entretiens séparés avec le dirigeant chypriote grec, Nicos Anastasiades, et le dirigeant chypriote turc, Mustafa Akıncı, ainsi qu'avec les représentants des Puissances garantes, à savoir la Grèce, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Turquie. Durant la période considérée, elle a également rencontré à Bruxelles la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, en sa qualité d'observatrice pour l'Union européenne de la Conférence sur Chypre.

4. De récentes enquêtes de perception conduites conjointement par des entreprises chypriotes grecques et des entreprises chypriotes turques spécialisées dans les études de marché, auxquelles l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale ont

* Nouveau tirage pour raisons techniques (17 janvier 2019).



participé, donnent à penser que même si la population ne nourrit pas de grands espoirs, une nette majorité, dans les deux communautés, continue de souhaiter le règlement du problème chypriote. Pour des raisons et des motivations différentes, les deux communautés redoutent les conséquences d'un statu quo prolongé. En parallèle, l'incertitude qui plane sur le sort des négociations freine la participation à la vie politique et le mouvement en faveur de la réunification risque de s'émousser dans les deux communautés. Le niveau de confiance entre celles-ci s'est quelque peu amélioré ces dernières années. Mais, d'après les sondages, seulement un peu moins de la moitié des Chypriotes fait confiance, des deux côtés, aux membres de l'autre communauté. Les relations sociales entre les deux communautés se sont intensifiées du côté turc mais restent peu nombreuses du côté grec. Il n'en reste pas moins que toutes deux se montrent désireuses de coopérer dans des domaines tels que les affaires, le sport, la protection de l'environnement, la culture, l'éducation et les catastrophes naturelles, et souhaitent toujours un processus de paix qui soit plus inclusif, transparent et représentatif de la population. Un grand nombre de Chypriotes turcs sont de plus en plus inquiets quant à l'avenir de leur communauté, sentiment associé à l'incertitude qui plane sur le processus de paix. Durant la période considérée, les autorités chypriotes turques et la population ont été surtout aux prises avec les graves problèmes économiques qui ont résulté de la dévaluation de la livre turque. Du côté chypriote grec, des enquêtes montrent que l'intérêt porté au problème chypriote a légèrement augmenté, l'économie et la gouvernance étant les deux autres principaux sujets de préoccupation.

5. Ma Représentante spéciale et Conseillère spéciale adjointe, M^{me} Elizabeth Spehar, a entretenu un dialogue avec les deux parties afin de rechercher les moyens de progresser collectivement sur des questions essentielles, comme le Conseil en a affirmé la nécessité dans sa résolution 2430 (2018). Le 26 octobre, sous ses auspices, les dirigeants des deux communautés, MM. Akinci et Anastasiades, se sont rencontrés pour la première fois depuis le mois d'avril et ont échangé librement leurs vues sur la voie à suivre. À la suite de cette rencontre, ils ont annoncé qu'ils avaient décidé d'ouvrir deux nouveaux points de passage à Lefka-Aplici/Lefke-Apliç et à Deryneia/Derinya le 12 novembre, mesure de confiance qu'ils avaient arrêtée d'un commun accord en mai 2015. L'ouverture simultanée de ces deux points de passage à la date fixée, qui a porté à neuf leur nombre sur l'île, s'est révélée être l'initiative la plus positive du processus de paix depuis la clôture de la Conférence sur Chypre tenue en Suisse, en juillet 2017. Plusieurs manifestations d'opposants à cette mesure ont eu lieu, dont deux à Deryneia/Derinya les 12 et 25 novembre, mais elles n'ont rassemblé qu'un petit nombre de personnes et se sont déroulées sans incident. Les nouveaux points de passage ont été largement utilisés : un mois après leur ouverture, le nombre de passages, dans les deux sens, avait atteint 33 037 à Deryneia/Derinya et 5 450 à Lefka-Aplici/Lefke-Apliç. Le point de Deryneia/Derinya, en particulier, a permis l'accès à la région de Famagouste, zone densément peuplée où les populations locales favorisent de longue date les relations et la coopération intercommunautaires.

6. En dépit du signe encourageant donné par l'ouverture des points de passage, la mise en œuvre des mesures de confiance n'a que faiblement progressé. Lors de la réunion du 26 octobre, les dirigeants ont évoqué de manière non officielle la possibilité de se rencontrer à nouveau s'il apparaissait que des progrès pouvaient être réalisés dans la mise en œuvre des mesures de confiance arrêtées d'un commun accord en 2015, comme l'interopérabilité en matière de téléphonie mobile et la poursuite de l'intégration des deux réseaux de distribution d'électricité. Aucune solution n'a été trouvée mais les consultations techniques au sujet de la mesure concernant la téléphonie mobile, qui ont eu lieu dans le cadre du Comité technique des affaires économiques et commerciales, ont montré qu'un règlement était en vue.

7. La période considérée a été riche en diverses opérations de recherche et de sauvetage menées par les forces navales et militaires nationales, dans certains cas de manière conjointe, ainsi qu'en autres manœuvres effectuées en Méditerranée orientale, notamment aux environs de Chypre. Comme de récents événements le rappellent, les ressources naturelles, en particulier les hydrocarbures, offrent des possibilités non négligeables de coopération régionale dans cette partie du bassin méditerranéen. En parallèle, les activités de forage de recherche dans les environs de Chypre ont continué de susciter de légères tensions.

8. Depuis la clôture de la Conférence sur Chypre en juillet 2017, et en particulier durant la période considérée, les deux parties ont campé sur leurs positions respectives et ont parfois remis en question le rôle de l'ONU. Comme indiqué en détail ci-après, la Force a observé, dans le cadre de patrouilles renforcées, un accroissement des violations du statu quo militaire le long des lignes de cessez-le-feu ainsi que des incursions non autorisées dans la zone tampon, parfois des actes de provocation de la part de civils, certaines d'entre elles ayant été à l'origine de vives tensions entre les parties. Celles-ci ont coopéré avec plus ou moins de bonne volonté avec la mission pour maintenir le calme et la stabilité dans la zone tampon et ses environs et pour faciliter les contacts entre communautés.

III. Activités de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

9. Conformément aux recommandations formulées dans le cadre de l'examen stratégique de la Force effectué en novembre 2017 (S/2017/1008), le renforcement de la capacité de liaison et de dialogue de la mission a permis de mieux déceler et d'enregistrer les violations commises le long des lignes de cessez-le-feu et d'entrer plus activement en contact avec les forces adverses pour agir en faveur d'un règlement rapide. Grâce à des patrouilles terrestres plus efficaces, effectuées conjointement par la composante militaire et la composante Police de la mission, et une plus grande décentralisation des opérations au profit des secteurs, la Force a amélioré sa capacité de détecter les signes précurseurs de tensions, de mener des patrouilles en ciblant les zones critiques, de prévenir les violations militaires et les incidents impliquant des civils et d'œuvrer rapidement au règlement de questions propres à susciter des tensions.

A. Prévention de la reprise des combats et maintien du statu quo militaire

10. Dans l'ensemble, la situation est demeurée stable le long des lignes de cessez-le-feu. Toutefois, les forces adverses sont restées lourdement armées et les tensions, bien que modérées, constantes. En outre, le nombre de violations du statu quo militaire le long des lignes de cessez-le-feu a augmenté durant la période considérée, atteignant 332 contre 157 durant la même période en 2017 et 207 lors de la période précédente. La Force a également noté que les violations commises à l'aide d'armes lourdes étaient sensiblement plus nombreuses par rapport à la même période en 2017, surtout dans les positions tenues par la Garde nationale chypriote mais aussi, pour la première fois, du côté des forces turques.

11. La mission a également observé une multiplication par sept des constructions militaires non autorisées, une évolution du statu quo et des violations liées à un excédent d'effectifs. Quarante pour cent des violations relatives aux activités de construction ont concerné l'installation de moyens de vidéosurveillance en réseau sans signe tangible d'évacuation correspondante de positions. Quinze pour cent des

positions occupées par les forces turques le long de la ligne de cessez-le-feu sont équipées de moyens de vidéosurveillance en réseau contre moins de 1 % pour les positions tenues par la Garde nationale. D'autres violations remarquées concernent la construction d'installations plus pérennes telles que bunkers et miradors, en particulier sur les lignes de cessez-le-feu des forces turques. Les nouveaux miradors, qui offrent un net avantage sur le plan militaire, contreviennent de manière directe à l'aide-mémoire mis à jour en 2018. En dépit des protestations élevées de manière officielle par les autorités de la Force, les activités de construction n'ont pas cessé ni été annulées.

12. Par rapport à la même période en 2017, la Force a observé que le nombre d'incidents et de cas présumés d'indiscipline avait doublé, la plupart ayant été signalés dans le centre de Nicosie. Les incursions dans l'espace aérien de la zone tampon ont également augmenté, 18 cas ayant été signalés contre 3 au cours de la période précédente. Dans le cadre de 11 de ces violations, des drones aériens ont été utilisés des deux côtés par des particuliers et peut-être par les forces adverses, ce qui a créé des tensions en raison du nombre élevé de ces engins dans la zone tampon ; cette situation a par ailleurs suscité des inquiétudes concernant la sûreté des opérations aériennes menées par la Force.

13. Certaines positions militaires établies par les forces adverses en violation du statu quo, à l'intérieur de la zone tampon et à Strovilia, restent en place et considérées comme des violations permanentes. Durant la période considérée, le personnel militaire de la Force basé à Strovilia a été à nouveau soumis à des restrictions de ses mouvements et visé par des menaces, fait qui demeure préoccupant. L'ONU continue de tenir le Gouvernement turc responsable du maintien du statu quo à Varosha.

14. L'augmentation du nombre de violations militaires le long des lignes de cessez-le-feu est préoccupante et exige que la situation soit suivie et analysée de près. Cet état de fait peut être dû en partie aux patrouilles renforcées et menées plus efficacement par la Force, en application des recommandations formulées à l'issue de l'examen stratégique réalisé en novembre 2017. Mieux coordonnées, ces patrouilles aériennes et terrestres se sont révélées particulièrement utiles à l'observation des violations liées aux armes et aux activités de construction dans certaines sections de la zone tampon.

15. Malgré les appels maintes fois lancés par le Conseil de sécurité aux parties leur demandant de s'employer sérieusement à faire de Chypre un territoire exempt de mines, leurs divergences de vues sur les moyens d'atteindre cet objectif continuent d'empêcher tout progrès notable dans ce domaine. La Force a poursuivi les efforts qu'elle déploie pour engager les parties à relancer le processus de déminage qui est au point mort.

16. Bien que la mission ait continué de consulter les parties en vue d'actualiser l'aide-mémoire, ni l'une ni l'autre ne se sont montrées disposées à en approuver la teneur.

B. Contribution au maintien de l'ordre

17. La composante Police de la Force a continué de procéder à des patrouilles préventives ciblées et de mener des activités de liaison et de dialogue, en particulier dans les secteurs de la zone tampon considérés comme sensibles. Des patrouilles ciblées ont également été menées conjointement avec les forces de l'ordre pour faire face, notamment, aux incursions, aux activités de chasse, à la contrebande et à l'arrivée de migrants en situation irrégulière dans la zone tampon.

18. La Force a continué de faciliter et d'appuyer les travaux des organes bicommunautaires que sont le Comité technique de la criminalité et des questions pénales et la salle de communication mixte. Au cours de la période considérée, les membres des deux parties dans la salle de communication mixte ont échangé quotidiennement des informations sur des meurtres, vols, enlèvements et disparitions de personnes et sur le trafic de drogue, entre autres, à l'appui des enquêtes menées par leurs services de police respectifs. Au total, 152 échanges d'informations et requêtes relatifs à des affaires criminelles ont été traités par la salle de communication mixte, dont l'intervention a permis, dans trois cas, la libération d'agriculteurs et de chasseurs chypriotes grecs détenus dans le nord pour avoir censément franchi la ligne de cessez-le-feu.

19. Les activités de liaison et de facilitation de la Force sont restées particulièrement importantes dans le village bicommunautaire de Pyla situé dans la zone tampon, où la Force maintient la seule présence policière permanente, bien que dépourvue d'autorité exécutive. Le 9 octobre, la tension s'est fortement accrue lorsque les services de police des deux parties sont intervenus simultanément dans une affaire de contrebande dans un établissement commercial appartenant à un Chypriote grec et géré par un Chypriote turc. Malgré la tension qui régnait sur place entre les personnes impliquées et entre les services de police, la situation a pu être réglée sans encombre grâce à l'entremise de la Force.

C. Gestion des activités civiles dans la zone tampon

20. L'UNFICYP a continué de s'employer à gérer les activités civiles dans la zone tampon, à prévenir et à réprimer les entrées et activités non autorisées, qui peuvent provoquer des tensions entre les civils ou entre civils et forces adverses. Au cours de la période considérée, la Force a reçu 143 nouvelles demandes de permis aux fins d'activités civiles telles que l'agriculture et le pâturage, la construction et l'entretien des équipements collectifs. Après un examen approfondi des demandes, elle a délivré 526 permis – contre 980 pendant la même période de l'année précédente. Cette baisse considérable tient au fait que les permis déjà délivrés ont une longue durée de validité et à la diminution du nombre de demandes. L'université de Pyla continue de fonctionner sans l'autorisation de la Force.

21. À la fin de novembre, les tensions ont été attisées par des activités non autorisées menées par des agriculteurs chypriotes grecs aux abords immédiats de positions des forces turques, et exacerbées par la manipulation de ces faits par les médias et les acteurs politiques. Plusieurs incidents de ce type se sont produits dans le secteur de Dhenia, à l'ouest de Nicosie, où des agriculteurs chypriotes grecs ont franchi la ligne du cessez-le-feu des forces turques, provoquant une réaction militaire qui s'est traduite par le déploiement d'effectifs en surnombre, des avancées dans la zone tampon et des menaces d'arrestation.

22. Face aux préoccupations que continue de susciter la pénétration illégale de chasseurs armés dans la zone tampon, la République de Chypre a fait modifier les cartes de chasse annuelles, comme l'avait demandé l'UNFICYP, de sorte que les zones de chasse représentées n'incluent pas de terres situées dans la zone tampon.

D. Relations intercommunautaires et mesures de confiance

23. Dans sa résolution [2430 \(2018\)](#), le Conseil de sécurité a notamment encouragé les parties à donner un nouvel élan aux travaux des 12 comités techniques – dont 6 sont menés par l'UNFICYP – mis en place par les deux dirigeants en vue de mettre en œuvre des mesures de confiance permettant d'améliorer la vie quotidienne des

Chypriotes. Des progrès ont été constatés sur ce plan : les comités les plus dynamiques ont continué de se réunir régulièrement et maintenu une activité constante, et certains comités qui étaient peu actifs ou inactifs ont relancé leurs travaux.

24. Le Comité technique du patrimoine culturel, qui a tenu une quinzaine de réunions sous les auspices de l'ONU, a terminé ses travaux de conservation à la porte de la Terre du Ravelin, à l'église Sainte-Anne et à la mosquée des Tanneurs, à Famagouste. Les travaux de nettoyage et de stabilisation des mosaïques des sites archéologiques de la basilique d'Ayia Triada et d'Ayios Philon ont également été achevés.

25. Le Comité technique des points de passage s'est également montré actif, comme en témoigne notamment l'ouverture de nouveaux points de passage le 12 novembre. Le Comité technique de la criminalité et des questions pénales a tenu quatre réunions. Après une interruption de plusieurs mois, le Comité technique des affaires économiques et commerciales s'est réuni le 5 décembre pour étudier les solutions à apporter au problème de l'interopérabilité des réseaux mobiles, et le Comité technique de l'environnement a examiné, le 29 novembre, la question de l'extension du parc linéaire du fleuve Pedieos/Kanlı Dere reliant les parties nord et sud de Nicosie. L'étude de faisabilité du projet a été menée à terme pendant la période considérée. Après une période d'inactivité, le Comité technique de la culture a également repris ses travaux au second semestre de 2018 ; il a notamment contribué à l'organisation de spectacles musicaux bicommunautaires. À la suite d'une réunion conjointe tenue le 22 novembre, le Comité technique de la gestion des crises et celui de la santé ont commencé à étudier la possibilité d'organiser un exercice conjoint de gestion de crise en situation d'urgence sanitaire publique. L'UNFICYP et sa mission de bons offices ont continué d'encourager les deux parties à appuyer la reprise des activités du Comité technique de l'égalité des sexes.

26. Le Comité technique de l'éducation s'est aussi réuni régulièrement, y compris trois fois sous les auspices de l'ONU. Le projet bénévole Imagine, qui vise à promouvoir l'éducation à la paix et le resserrement des liens entre les enfants des deux communautés, a été lancé le 14 novembre pour l'année scolaire 2018/19. Au cours de l'année scolaire précédente, le programme avait rassemblé près de 2 000 élèves et 198 enseignants volontaires de 94 classes dans des écoles des deux communautés.

27. La Force, qui a pour mandat de favoriser un retour à la normale, s'emploie à renforcer l'entente mutuelle et à instaurer la confiance entre les deux communautés dans le cadre de diverses initiatives intercommunautaires. Au cours de la période considérée, la Force a apporté son concours à 112 manifestations intercommunautaires, auxquelles ont participé 4 834 personnes. Elle a également continué d'aider les deux municipalités de Nicosie à mettre en œuvre des activités sociales, culturelles et environnementales, dont le projet susmentionné de parc du fleuve Pedieos/Kanlı Dere.

28. De plus, l'UNFICYP a continué de nouer des relations avec les organisations de la société civile en dehors de Nicosie, comme dans le secteur de Deryneia/Derynia, où elle a contribué à la création et à l'ouverture, le 9 juillet, d'un espace intercommunautaire appelé « Famagusta Avenue Garage », situé tout près du point de passage. À Pyla, la Force a entretenu des rapports quotidiens avec les deux communautés et continué de soutenir des initiatives visant à les réunir, comme le quatrième festival bicommunautaire pour la paix, qui s'est tenu les 12 et 13 octobre et a rassemblé 1 200 participants.

29. Les dirigeants religieux de Chypre ont continué de dialoguer dans le cadre du volet religieux du processus de paix à Chypre, sous l'égide de l'ambassade de Suède. Le 25 octobre, ils ont adressé une lettre commune aux dirigeants chypriotes grecs et

chypriotes turcs, dans laquelle ils ont dit espérer que les négociations se poursuivraient avec succès. Ils ont aussi mené d'autres initiatives conjointes, notamment des activités en faveur de la préservation des objets religieux et des campagnes sur les médias sociaux destinées à promouvoir la tolérance et à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles.

30. Les dirigeants et représentants des partis politiques chypriotes turcs et chypriotes grecs se sont réunis à sept occasions sous les auspices de l'ambassade de Slovaquie pour formuler des recommandations concernant la reprise des négociations. En outre, le 9 octobre et le 5 décembre, les partis politiques ont pris part à des initiatives bicommunautaires visant à sensibiliser le public au problème des disparitions de personnes et à appuyer les efforts déployés par le Comité des personnes disparues pour retrouver et identifier les dépouilles des Chypriotes turcs et des Chypriotes grecs portés disparus pendant le conflit.

E. Facilitation de l'accès et des activités humanitaires

31. En partenariat avec les responsables du volet religieux du processus de paix à Chypre, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a organisé deux pèlerinages à la mosquée Hala Sultan Tekke de Larnaca les 28 août et 20 novembre, auxquels ont respectivement participé 300 et 655 pèlerins. La Force a également organisé, en consultation avec les autorités des deux parties de l'île, 53 services religieux et commémorations (45 dans la partie nord et 8 dans la zone tampon), qui ont réuni plus de 9 550 personnes. Par ailleurs, 68 % des demandes adressées aux autorités chypriotes turques par l'intermédiaire de la Force ont été approuvées, contre 47 % pour la même période en 2017. Le 8 août, la Force a facilité le passage de quelque 1 131 Chypriotes turcs vers l'enclave de Kokkina par le point de passage de Limnitis/Yeşilirmak, à l'occasion d'une commémoration annuelle. Sur les 77 demandes de services présentées aux autorités chypriotes turques par l'intermédiaire de la Force, 50 ont été approuvées et 5 sont en suspens. Sept sites religieux situés dans le nord, qui étaient inaccessibles depuis 1974, ont été rouverts aux fidèles au cours de la période considérée. Toutefois, le transfert d'images pieuses vers le nord pour des services religieux est à ce jour toujours restreint.

32. Hors de la zone tampon, la Force a poursuivi ses visites régulières et les livraisons d'aide humanitaire aux 328 Chypriotes grecs et 93 Maronites résidant dans le nord, ainsi que ses visites aux écoles chypriotes grecques de la péninsule de Karpas. Elle a également facilité le transfert du corps d'un Chypriote grec afin qu'il soit inhumé dans le nord. Les autorités chypriotes turques ont approuvé 276 des 310 manuels scolaires proposés par le Gouvernement de la République de Chypre pour les deux écoles chypriotes grecques situées dans la péninsule de Karpas. La reconduction de deux enseignants chypriotes grecs qui étaient déjà en poste dans ces écoles a toutefois été rejetée par les autorités chypriotes turques, tout comme le recrutement de 2 des 10 enseignants chypriotes grecs candidats à un poste, ce qui a perturbé le fonctionnement des deux établissements. À Limassol, les élèves turcophones ont continué d'avoir accès à l'enseignement en langue turque dans le primaire et le secondaire, mais il n'y a pas eu de faits nouveaux concernant l'ouverture d'une école primaire chypriote turque.

33. La Force a continué de suivre les problèmes d'ordre juridique et humanitaire que connaissent 12 Chypriotes turcs incarcérés dans le sud et de trois Chypriotes grecs détenus dans le nord, en leur rendant régulièrement visite sur les lieux de leur détention.

34. Au cours de la période considérée, les arrivées de migrants et les demandes d'asile se sont multipliées. À la fin d'octobre 2018, le nombre des demandes d'asile

déposées en République de Chypre avait atteint 6 064, chiffre le plus élevé enregistré depuis 2008, d'après les services chypriotes compétents, ce qui représente une augmentation de 57,5 % par rapport à la même période l'année précédente et porte Chypre à la première place des 28 États membres de l'Union européenne pour ce qui est du nombre de demandes d'asile par habitant. D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, si quelque 26 bateaux transportant des ressortissants syriens ont débarqué sur les côtes chypriotes, principalement dans le sud de l'île, au cours de la période considérée, la grande majorité des demandeurs d'asile syriens sont arrivés par avion dans le nord de l'île depuis le Liban ou la Turquie.

35. La Force assure bien souvent les premiers secours lorsque des réfugiés ou des demandeurs d'asile arrivés directement dans la zone tampon nécessitent une aide d'urgence. Au cours de la période à l'examen, ce fut le cas à quatre reprises dans l'ouest de la zone tampon, où sont arrivés 157 réfugiés syriens, dont 6 femmes et 7 enfants. Compte tenu de l'augmentation récente des arrivées de migrants sur l'île, la composante police de la Force a intensifié ses activités de surveillance du passage des réfugiés, des demandeurs d'asile et des autres migrants par la zone tampon, en travaillant main dans la main avec les autorités locales chargées de l'immigration et en liaison étroite avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

F. L'égalité des sexes et les femmes et la paix et la sécurité

36. Dans le cadre de ma politique de parité femmes-hommes, la générale Cheryl Ann Pearce a été nommée au poste de commandant de la force le 8 novembre, et l'UNFICYP est en passe de devenir la première opération de maintien de la paix dirigée par une représentante spéciale et dont les deux composantes Personnel en tenue (police et militaire) sont elles aussi dirigées par des femmes. La générale Pearce prendra ses fonctions en janvier 2019.

37. En outre, au cours de la période considérée, la Force a organisé des sessions de formation spécialisée et adaptée à son personnel militaire, de police et civil en vue d'améliorer la sensibilisation et l'appui à la concrétisation des priorités arrêtées en ce qui concerne les femmes et la paix et la sécurité.

38. Elle a également noué des contacts avec des organisations féminines de la société civile pour assurer leur inclusion dans les initiatives intercommunautaires, notamment celles promues par l'UNFICYP. Comme je l'ai indiqué dans mon rapport sur ma mission de bons offices à Chypre ([S/2018/919](#)), la Force a appuyé et contribué à animer deux réunions de femmes chypriotes organisées par le groupe Cyprus Women's Lobby les 4 juillet et 6 décembre et consacrées aux moyens de renforcer et d'élargir la participation des femmes au processus de paix. En outre, en partenariat avec les cofondatrices de la Northern Ireland Women's Coalition (Coalition des femmes d'Irlande du Nord), la Force a organisé une série de manifestations qui se sont tenues entre le 22 et le 26 septembre.

39. Elle a également continué de soutenir les randonnées et les débats intercommunautaires organisés par les femmes et à leur intention. Lors de la randonnée la plus récente, organisée le 27 octobre, les discussions ont tourné autour des moyens dont disposent les femmes d'influer sur le discours concernant la paix et la sécurité à Chypre.

IV. Comité des personnes disparues à Chypre

40. Au 18 décembre, l'équipe bicommunautaire d'archéologues du Comité des personnes disparues à Chypre, initiative humanitaire mise en place de longue date

pour rétablir la confiance, avait exhumé les dépouilles de 1 200 personnes dans les deux parties de l'île. À ce jour, les dépouilles de 923 des 2 002 personnes disparues ont été identifiées et rendues à leurs familles respectives, dont 39 au cours de la période considérée. Y ayant été autorisé en novembre 2015, le Comité a procédé jusqu'à présent à 27 fouilles dans les zones militaires du nord, dont quatre au cours de la période considérée, qui ont à ce jour permis de retrouver les dépouilles de 37 personnes.

41. Pour retrouver d'autres lieux d'inhumation éventuels de personnes disparues, le Comité a continué de solliciter l'accès aux archives des pays et organisations qui ont eu une présence militaire ou policière à Chypre en 1963-1964 et 1974. Au cours de la période considérée, des demandes ont été adressées aux services des archives de l'Organisation des Nations Unies et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ainsi qu'à l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Irlande. Si l'ONU et le CICR n'ont ménagé aucun effort pour permettre au Comité d'accéder à toutes leurs archives pertinentes, les parties directement impliquées ont jusqu'ici communiqué très peu de données d'archives concernant d'éventuels lieux d'inhumation.

V. Application des recommandations issues de l'examen stratégique de 2017

42. Des progrès ont été faits dans l'application des recommandations présentées dans le rapport relatif à l'examen stratégique de la Force mené à la fin de 2017 (S/2017/1008). Le secteur 4 et la Réserve mobile de la Force opèrent désormais à l'échelle nationale, ce qui les rend plus efficaces dans leurs zones d'opérations respectives. Six des 10 officiers de liaison supplémentaires qu'il a été recommandé de recruter à la suite de l'examen stratégique ont été affectés au quartier général de la Force et dans les secteurs afin d'améliorer la compréhension du fonctionnement des différentes zones d'opérations à l'échelle de la Force. Les 4 autres officiers de liaison devraient être déployés dans les secteurs au premier trimestre de 2019. Conformément aux recommandations issues de l'examen stratégique, le personnel militaire du secteur 2 est en train de quitter l'hôtel Ledra Palace pour être réinstallé dans des logements modulaires non loin de là. Le déménagement a commencé à la fin du mois de novembre et devrait être terminé au 31 janvier 2019.

43. Le 1^{er} novembre 2018, le responsable de la Cellule d'analyse conjointe de la mission a été déployé sur place, ce qui a permis d'intégrer quelque peu les capacités d'analyse de la Force. L'UNFICYP devrait pouvoir ainsi améliorer sa capacité d'appréciation de la situation, mieux anticiper et planifier les changements dans le contexte de la mission pour mieux s'y adapter, et assurer une utilisation plus rationnelle de ses ressources.

44. L'intégration des composantes de sécurité de la Force et de sa mission de bons offices a commencé en juillet. Un plan de travail pour la section intégrée de la sécurité a été publié pour 2018-2019 en guise d'orientations pour la période de transition, en attendant sa mise en œuvre intégrale.

VI. Planification de la transition

45. Comme l'a demandé le Conseil de sécurité, la Force a maintenu ses plans de transition dans l'optique d'un règlement possible du conflit. Toutefois, l'élaboration de ces plans n'a pas progressé au cours de la période considérée faute de véritables négociations.

VII. Déontologie et discipline, et exploitation et atteintes sexuelles

46. L'UNFICYP a continué de promouvoir l'application rigoureuse de la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles. La Force a organisé 19 séances de formation aux normes de conduite des Nations Unies à l'intention de 720 membres de son personnel. Elle a par ailleurs diffusé régulièrement des messages à ce sujet et mis la fiche de sensibilisation aux actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles « No Excuse » à la disposition de l'ensemble du personnel grâce à des plateformes en ligne. La Force n'a reçu aucune allégation d'exploitation ou d'atteintes sexuelles pendant la période considérée.

VIII. Aspects financiers et administratifs

47. Par sa résolution [72/292](#), l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant de 52,9 millions de dollars destiné à financer le fonctionnement de la Force du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019, comprenant une contribution volontaire d'un montant correspondant à un tiers du coût net, soit 17,9 millions de dollars versés par le Gouvernement chypriote, et une contribution volontaire du Gouvernement grec, d'un montant de 6,5 millions de dollars.

48. Au 10 décembre 2018, le montant des contributions non acquittées au compte spécial de la Force s'élevait à 12,6 millions de dollars. À cette même date, le montant total des arriérés de contributions pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix atteignait 1 569,8 millions de dollars. Le remboursement des coûts des contingents a été effectué pour la période allant jusqu'au 31 octobre 2018, tandis que celui des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents a été effectué pour la période allant jusqu'au 30 septembre 2018.

IX. Observations

49. Comme je l'indiquais en conclusion de mon dernier rapport en date sur ma mission de bons offices, je suis convaincu qu'il y a un bon espoir de parvenir à un règlement global de la question de Chypre dans un avenir proche. Je reste également convaincu que les parties devraient se mettre d'accord sur la voie à suivre avant que je n'use de mes bons offices. C'est pourquoi j'invite instamment les dirigeants et les Puissances garantes à poursuivre leur collaboration constructive avec la haute fonctionnaire de l'ONU et entre eux. J'engage vivement la société civile, y compris les femmes et les jeunes, à s'impliquer en vue de donner un élan au processus et j'encourage toutes les parties à proposer des idées novatrices afin d'aider à aplanir les derniers différends. Je réitère les observations que j'ai faites dans mon rapport sur ma mission de bons offices, à savoir que le temps de fournir inlassablement un appui à un processus interminable et infructueux est derrière nous. De même, un consensus s'est dégagé sur le fait que le statu quo n'était plus viable.

50. Alors que les parties s'efforcent de trouver la meilleure voie à suivre dans le cadre des consultations, la Force continue de tenir un rôle indispensable, empêchant les tensions à différents niveaux de s'intensifier et d'entraver le dialogue et la recherche d'une solution politique. Je note avec préoccupation qu'au cours de la période considérée, on a assisté au renforcement des positions et des moyens militaires des deux côtés, ce qui constitue une violation délibérée du statu quo. De même, je suis préoccupé par l'augmentation du nombre d'incursions non autorisées de civils dans la zone tampon qui sont source de frictions, en particulier lorsqu'elles se produisent à proximité immédiate des forces en présence et visent à provoquer la partie adverse ou les Nations Unies.

51. En l'absence de contact direct entre les autorités militaires, civiles et les autorités de police compétentes, la Force joue un rôle crucial en assurant une liaison efficace entre les parties et en aidant à aplanir les différends qui pourraient exacerber les tensions. Je demande donc aux deux parties de respecter l'autorité de la Force dans la zone tampon et d'entendre l'appel du Conseil de sécurité les invitant à collaborer avec la Force à la démarcation de cette zone et à appliquer l'aide-mémoire des Nations Unies de 2018. Par ailleurs, j'encourage les parties à envisager de mettre en place, avec l'appui de la Force, leurs propres mécanismes pour atténuer les tensions, qu'ils soient de nature militaire, policière ou civile.

52. Je me félicite de l'ouverture de deux nouveaux points de passage à Léfka-Aplici/Lefke-Apliç et à Deryneia/Derinya, qui, entre autres, facilitent la liberté de mouvement dans l'île, multiplient les possibilités de contacts interpersonnels et favorisent le renforcement de la confiance et la coopération économique. Je félicite MM. Anastasiades et Akıncı de la mise en œuvre de cette mesure de confiance tant attendue et les encourage à envisager l'ouverture d'autres points de passage, notamment à Nicosie, comme le préconisent les maires de la ville.

53. J'engage à nouveau les deux dirigeants à tout faire pour créer un climat propice à une plus grande égalité économique et sociale entre les deux parties et à enrichir et approfondir les liens économiques, sociaux, culturels, sportifs ou autres, notamment en vue de stimuler les échanges commerciaux. De tels contacts favorisent la confiance entre les communautés et rassurent les Chypriotes turcs qui redoutent de se retrouver isolés. Sur ce point, je continue d'exhorter les parties à œuvrer à l'application intégrale du règlement n° 866/2004 du Conseil européen relatif à la ligne verte.

54. L'espoir de plus en plus ténu d'un règlement et le faible niveau de confiance entre les deux communautés révélés par les enquêtes de perception réalisées récemment devraient préoccupier tous les Chypriotes, la responsabilité d'inverser la tendance revenant en premier lieu aux dirigeants des deux parties. C'est également un sujet de préoccupation pour la Force, étant donné que son mandat consiste à faciliter un retour à la normale et qu'elle s'efforce de créer les conditions propices à un règlement durable de la question de Chypre. La Force redoublera donc d'efforts pour rapprocher les deux communautés, et pas uniquement à Nicosie, et elle se tient prête à appuyer la coopération dans les domaines prioritaires, dont ceux qui sont ressortis des enquêtes réalisées récemment.

55. Malgré l'exemple encourageant des points de passage, je regrette que des progrès n'aient pu être réalisés dans la mise en œuvre d'autres mesures de confiance telles que l'interopérabilité des téléphones mobiles et la poursuite de l'intégration des deux réseaux électriques, mesures qui ont été approuvées par les dirigeants en 2015. Si les mesures de confiance ne peuvent et ne doivent pas se substituer à des négociations véritables et axées sur des résultats, je suis convaincu que les perspectives de dialogue et de règlement durable ne pourront que s'en trouver améliorées. La mise en œuvre des dernières mesures de confiance approuvées en 2015 devrait être possible avec la créativité, la détermination et la volonté politique nécessaires et je demande instamment que l'on poursuive les efforts visant à surmonter tout obstacle, technique ou autre, qui pourrait s'y opposer.

56. Dans le droit fil de l'appel que le Conseil de sécurité a lancé à plusieurs reprises, dont tout récemment dans sa résolution 2430 (2018), j'engage les parties à œuvrer avec la Force à l'élaboration d'un ensemble équilibré de mesures de confiance militaires, qui pourraient inclure le déminage et la poursuite de l'évacuation des positions. L'ONU reste prête à faciliter et à appuyer les efforts visant à faire de Chypre une île exempte de mines.

57. Je salue l'engagement et le travail des comités techniques, qui ont continué de fonctionner malgré les vicissitudes du processus politique. Je reste d'avis qu'ils recèlent un gros potentiel encore inexploité de travail bicommunautaire. J'exhorte les dirigeants à donner aux comités techniques la latitude et l'appui dont ils ont besoin pour intensifier encore leurs efforts.

58. L'accès aux sites religieux dans toute l'île reste essentiel pour garantir l'exercice de la liberté de culte et instaurer la confiance et je demande une nouvelle fois que ces sites soient pleinement accessibles, dans le nord comme dans le sud. Je salue les efforts que les autorités chypriotes turques ont déployés au cours de la période considérée pour ouvrir des sites religieux dans le nord du pays jusqu'alors fermés au culte et je souhaite que ces efforts se poursuivent, les demandes de visite de certains sites de pèlerinage dans le nord continuant d'être rejetées.

59. Comme je l'ai souligné dans mon précédent rapport (S/2018/676), les divergences dans les programmes scolaires ainsi que les récits contradictoires et polémiques au sujet du passé restent un sérieux obstacle à la réconciliation et à la coexistence pacifique sur l'île. De récentes enquêtes de perception font apparaître qu'une majorité de Chypriotes des deux côtés soutiennent la production conjointe de matériel éducatif, les programmes d'échanges d'étudiants et même l'enseignement de la langue de l'autre communauté dans les écoles. J'encourage donc les dirigeants à faciliter des échanges pérennes d'étudiants dans toute l'île et à promouvoir l'éducation pour la paix à tous les niveaux. Sur ce point, je me félicite que pour la période 2018/19, le projet Imagine soit axé sur l'élargissement de sa portée et le renforcement de sa pérennité, notamment par la formation d'enseignants.

60. Avec les activités de forage exploratoire en cours au large des côtes chypriotes, le risque d'une aggravation des tensions sur les hydrocarbures persiste. À cet égard, je réaffirme que les ressources naturelles découvertes à Chypre et alentour devraient profiter aux deux communautés, ce qui devrait les inciter à redoubler d'efforts pour parvenir à un règlement durable.

61. L'ONU entend continuer d'appuyer l'importante action humanitaire et les mesures de renforcement de la confiance menée par le Comité des personnes disparues à Chypre au nom des familles des victimes. Il est essentiel que le Comité continue de recevoir un appui financier et des renseignements suffisants, y compris qu'il soit autorisé à accéder aux archives militaires et aux archives de police utiles. J'engage donc les parties à intensifier leurs efforts et à transmettre au Comité les données d'archives dont il aura besoin. Je soutiens également l'appel lancé par le Comité demandant à tous ceux qui possèdent des éléments d'information utiles de se manifester, étant donné que plus le temps passe, et plus il devient difficile de rechercher et d'identifier les personnes disparues.

62. Dans la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, dans laquelle sont énoncés les principes et objectifs importants constitutifs de l'initiative « Action pour le maintien de la paix », les États Membres ont affirmé leur engagement collectif de renforcer, entre autres, les effets politiques du maintien de la paix en proposant des solutions politiques, en aidant les opérations de maintien de la paix à jouer un rôle efficace dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix, avec des capacités adéquates, et en garantissant une participation pleine, égale et véritable des femmes à toutes les étapes du processus de paix. Dans le contexte chypriote, cela se traduit par un engagement d'appuyer les mesures prises par la Force afin de contribuer véritablement à créer des conditions propices à un règlement politique durable, notamment par des progrès dans tous ces domaines.

63. Concernant l'avenir, la Force continuera de suivre l'évolution de la situation sur le terrain, d'évaluer son action par rapport aux exigences énoncées dans son mandat et d'adapter ses opérations pour s'acquitter efficacement de celui-ci. Compte tenu de sa contribution continue à la paix et à la stabilité ainsi qu'à l'instauration de conditions propices à un règlement politique, je recommande au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la Force pour six mois, jusqu'au 31 juillet 2019.

64. Je voudrais une fois encore remercier les partenaires, en particulier la Commission européenne, qui ont continué d'appuyer le travail des deux missions de paix, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Comité des personnes disparues à Chypre, et contribué à la mise en œuvre de mesures de confiance telles que l'ouverture des nouveaux points de passage.

65. Je remercie les 36 pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, ou les deux, à la mission depuis 1964, et je rends hommage aux 186 soldats de la paix qui ont perdu la vie au service de la paix à Chypre.

66. Je tiens à remercier Elizabeth Spehar pour son action en sa qualité de Représentante spéciale à Chypre, de Chef de la Force et de Conseillère spéciale adjointe. Je tiens également à remercier le général de division Mohammad Humayun Kabir, du Bangladesh, qui a assuré le commandement de la Force de juillet 2016 à septembre 2018, pour son dévouement au service de la Force. Enfin, je souhaite adresser mes remerciements à tous les hommes et à toutes les femmes de la Force pour le dévouement avec lequel ils continuent d'exécuter le mandat de la Force.

Annexe

**Pays fournissant des contingents ou du personnel de police
à la Force de maintien de la paix des Nations Unies
à Chypre (au 18 décembre 2018)**

<i>Pays</i>	<i>Soldats</i>
Argentine	244
Autriche	5
Brésil	2
Canada	1
Chili	12
Hongrie	11
Pakistan	1
Paraguay	12
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	271
Serbie	2
Slovaquie	241
Total^a	802

<i>Pays</i>	<i>Personnel de police</i>
Bosnie-Herzégovine	8
Bulgarie	3
Chine	6
Inde	3
Irlande	12
Italie	2
Lituanie	1
Monténégro	4
Roumanie	4
Fédération de Russie	7
Serbie	2
Slovaquie	4
Suède	2
Ukraine	9
Total^a	67

^a Les contingents se composent de 755 hommes et 47 femmes. Le personnel de police se compose de 43 hommes et 24 femmes.

